

L'Afrique et le trompe-l'oeil des élections

Chaque année les éditions La Découverte sort un annuaire économique et géopolitique mondial : "L'état du monde 1994" signale l'évolution du jeu politique en Afrique entre le printemps 1992 et le printemps 1993. Les consultations électorales se sont organisées à travers l'Afrique qui ne reflètent pas nécessairement le démarrage réel du processus de démocratisation sur le continent. Ces consultations, au regard des abstentions, pose le problème de la pertinence des élections en Afrique au stade actuel de la culture politique des Africains. "L'état du monde 1994" réserve sur plusieurs pages une place au Zaïre. Il se révèle comme un pays dont la dérive semble être son caractère dominant. Quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : taux d'inflation 4.300 %, mortalité infantile : 75 sur 1.000, espérance de vie : 54 ans, croissance annuelle - 8,0. Le Zaïre a quitté le peloton de tête dans les productions minières. Nous tenons le 15^{ème} rang, dans le cuivre et nous ne sommes plus signalés comme producteur d'or, non plus pour l'étain alors que le Rwanda apparaît comme 13^{ème} producteur mondial de ce minéral. Cette débauche zairoise est analysée par Jean Claude Willame, auteur de "Zaïre : Epopée d'Inga" en page 274 de l'état du monde 1994. Nous reprenons son article ci-contre en encadré, "Le Zaïre au périscopes". Jua propose également à ses lecteurs l'article de Denis Constant Martin qui paraît en page 335 du même annuaire.

Jua a pris la liberté de titrer ces articles pour en faciliter la lecture.

En toutes les régions du continent africain, les signes d'un changement des formes du jeu politique se sont multipliés : entre le printemps 1992 et le printemps 1993, au moins une douzaine de pays ont vécu une consultation électorale. Non que les élections aient été inconnues jusqu'alors. Dans la plupart des contrées d'Afrique, quel qu'en ait été le régime, elles demeuraient une référence obligatoire, organisées à intervalles réguliers ou simple promesse de principe projetée dans l'avenir ; ne proposant pas de choix, ni ne mettant en lice des candidats concurrents, même dans le cadre d'un parti unique. Le début des années quatre-vingt-dix, en revanche, a marqué l'aboutissement d'un processus d'évolution du système politique, plus ou moins long, plus ou moins violent selon les cas ; il a ouvert un choix entre des hommes, des parties se présentant comme différents. Réunis en mai 1992 à Dakar, les représentants de quarante-deux pays d'Afrique ont adopté une "Déclaration" affirmant la nécessité pour les gouvernements africains d'assurer le passage "du système de parti unique au multipartisme et à la démocratie". Pour ce faire, il n'est, continuait cette Déclaration, d'autre voie que "les élections libres et transparentes". Mais l'aboutissement n'a pas toujours été le renouvellement des dirigeants ni des politiques.

Etats et présidents à l'épreuve des scrutins

Madagascar, en désignant, avec une large majorité au second tour de février 1993, Albert Zafy comme président de la République a montré comment, après une période longue, dure, dramatique, de mobilisation populaire, le choix des électeurs pouvait confirmer une volonté de changement jusque-là exprimée autrement. Le héros des "Forces vives" avait, dès lors, à tâches de canaliser les énergies l'ayant porté au pouvoir afin de mettre en

oeuvre de véritables transformations. Car c'est de l'élection même d'un chef d'Etat que naissent les défis majeurs.

Frederik Chiluba, devenu en 1991 président de la Zambie, a dû faire face à un complot, à des manifestations hostiles. En avril 1993, un an tout juste après avoir été élu, le président malien Alpha Konaré a fait tirer sur des manifestants étudiants. L'élection, au Congo en août 1992, de Pascal Lissouba a rapidement débouché sur une crise politique où l'armée a arbitré entre le président et l'opposition en suggérant de manière pressante la formation d'un gouvernement d'union nationale. Au Sénégal, la réélection d'Abdou Diouf en février 1993 n'a pas été acceptée par une partie de la population, non plus que celle de Paul Biya au Cameroun, en octobre 1992, ou encore celle de Daniel Arap Moi, permise par la division des oppositions, au Kenya en décembre 1992. Dans ces trois cas, les consultations ont été précédées ou suivies de graves violences.

Au Nigéria, le processus électoral où se mesuraient les acteurs d'un bipartisme artificiel a été interrompu en octobre 1992. Enfin, l'exemple le plus dramatique de la non-résolution des conflits par la méthode électorale a été fourni par l'Angola où le refus par l'un des protagonistes, Jonas Savimbi, d'accepter les résultats du suffrage populaire a replongé en octobre 1992 le pays dans une guerre civile meurtrière et génératrice, entre autres, de famine.

Ailleurs, au Burkina Faso et au Ghana, les élections ont reconduit les dirigeants sortants dans le calme, consolidant leur pouvoir tout en confortant à la fois l'existence d'une représentation parlementaire et libertés d'expression. Au Mali et au Niger, des hommes nouveaux ont semblé devoir assurer la continuité politique, demeurant confrontés à des rébellions touaregues ; les affrontements ont persisté.

Le trompe-l'oeil des élections

Partout ou presque, en réalité, se rejoue le quiproquo des indépendances. Une trentaine d'années plus tôt, l'accession à la souveraineté avait été pensée indissociable de l'adoption des mécanismes métropolitains de choix politique, présentés comme universellement supérieurs. La suite a montré, soit qu'ils aient été modifiés soit qu'ils aient été balayés par des coups d'Etat, qu'ils avaient été plaqués sur des réalités sociales auxquelles ils n'étaient pas forcément adaptés.

Les pressions internationales qui ont été exercées sur les pays africains dans les années quatre-vingt, au nom de la démocratie et de la gouvernance, de nécessité d'avoir pour interlocuteurs des dirigeants "responsables", ont adopté une approche identique : démocratie = multipartisme + élections, sans tenir compte des spécificités locales, des manipulations dont pouvaient être l'objet ces consultations, de ce qu'elles signifiaient réellement dans les représentations populaires.

Les crises non apaisées ou ouvertes par des élections ne doivent donc pas surprendre. Les taux d'abstention, très souvent importants (plus de 50 % des inscrits au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal, au Kenya si l'on compte les électeurs potentiels non enregistrés ; environ 40 % au Cameroun et au Congo), doivent éveiller une plus grande attention : ils ne résultent pas de difficultés techniques, mais signalent la non-pertinence des "votations" aux yeux d'une partie des citoyens.

Crises, conflits, taux d'abstention ne conduisent pas nécessairement à contester l'utilisation des élections, faute d'un meilleur mode de désignation des dirigeants étatiques, mais à relativiser leur importance et suggérer que soient davantage pris en compte les mécanismes qui, ici ou là, sans équivoque, ont permis l'implication des citoyens dans le renouvellement de la vie politique.

Des formes nouvelles d'intervention des peuples ?

Dans des contextes très différents, au Bénin, au Ghana, à Madagascar, il y a eu synergie des mouvements populaires et des élections. Après des périodes de violence extrême, les responsables éthiopiens et ougandais ont, pour leur part, préféré prendre leur temps pour réformer les institutions ; un calme fragile s'est maintenu. En Tanzanie, le passage au multipartisme, dans un climat de liberté d'expression, a été délibérément dissocié des échéances électorales. L'avenir dira si cela était judicieux. Quoi qu'il soit, là où les difficultés sont les plus grandes, les acteurs nationaux et les internationaux, libéraux en conseils de tous genres, pourraient tirer leçon des élections qui se sont déroulées.

Au Togo, au Zaïre, comment sortir de la dictature après l'échec des conférences nationales ? En Côte d'Ivoire, au Malawi, comment organiser une succession qui mette fin à l'autoritarisme ? En Somalie, au Soudan, au Rwanda, au Mozambique comment consolider les précaires espoirs de paix ? En Angola, comment éradiquer la guerre ? Comment, autrement dit, redonner la parole à des populations au mieux lassées, au pire martyrisées ? En Afrique du Sud, comment assurer du même mouvement la paix civile et l'amélioration des conditions de vie des démunis ?

Le problème de fond, pour tous,

Africains et non-Africains, est bien, en effet, de cesser de se crispier sur des mécanismes réputés intangibles pour réfléchir à la possibilité d'inventer dans la liberté les formes nouvelles de l'intervention des peuples dans la construction de leur devenir, des modalités de délibération sur les grands choix, en termes d'hommes ou d'orientations. Les sociétés africaines étaient autrefois riches de ressources en ce domaine, ressources devenues

tout aussi inadaptables que les recettes prodiguées par l'étranger, mais peut-être à conserver, tout de même, comme sources d'inspiration.

Pour faire face aux défis que constituent l'adoucissement de la vie quotidienne, le développement de l'éducation, l'amélioration de la santé aux temps du sida, la limitation d'urbanisations galopantes, il ne faudra pas moins qu'engager cette recherche.

Denis-Constant Martin

Le Zaïre au périscopes

Le Zaïre a continué en 1992-1993 à surfer sur des vagues lourdes d'incertitude et à flirter avec le chaos. Sur le plan politique, on a pu escompter une éclaircie majeure à la fin du mois de juillet 1992 lorsque fut annoncée la signature d'un "compromis politique global" en dix points ratifié partout les parties en présence. Au terme de cet accord, le Haut Conseil de République (HCR), émanation de la conférence nationale souveraine, devenait le détenteur de la légitimité politique pendant une période de transition d'un an et demi. Le président de la république, en l'occurrence Mobutu Sese Seko, restait l'"institution suprême de l'Etat" mais se voyait rogner ses plus importantes prérogatives.

Le gouvernement, nommé par le HCR, passait seul responsable de la gestion de la République. Astreint à la "neutralité politique", obligation lui était faite de tâcher de ramener les conflits à une intensité plus basse. C'est de cette mission délicate que fut investie, en particulier, le Premier ministre Etienne Tshisekedi, au mois d'août 1992.

Du côté de la présidence de la République, on chicana rapidement sur tout et déclina toute implication dans le compromis politique. Le gouvernement Tshisekedi ne respecta, quant à lui, pas davantage l'exigence de "neutralité politique" et une bataille en règle opposa le président Mobutu et "son" Premier ministre. Composée de plus de 400 membres, le HCR fut, quant à lui, tiraillé entre diverses tendances qui traduisaient moins l'antagonisme entre "forces de changement" et forces du "statu quo", qu'entre natifs de différentes régions. Parallèlement, l'économie s'enfonça davantage dans une sorte de "trou noir" : hyperinflation de 4.300 %, arrêt des importations, effondrement continu de la production de cuivre et de cobalt, spéculation anarchique autour du cours du change, raréfaction des devises, pénurie de billets de banque, arrêt de la paie des agents de l'Etat à partir de novembre 1992. Mais le fait le plus marquant fut incontestablement la démonétisation du billet de 5 millions de zaires (qui ne valait déjà plus que 10 FF en janvier 1993). Le maintien de cette mesure fut à l'origine d'une seconde vague de pillage (28-29 janvier 1993) beaucoup plus brutale - plus d'une cinquantaine de morts - qu'en septembre 1991 et où seuls furent impliqués les militaires et gardes civils de la capitale qui refusaient d'être payés en monnaie de singe.

Le gouvernement Tshisekedi avait-il escompté, à cette occasion, une intervention militaire étrangère qui aurait fait définitivement basculer le pouvoir du Président Mobutu ? Les troupes belges (le Zaïre est l'ex-Congo Belge) et françaises dépêchées sur place restèrent cantonnées à Brazzaville et se contentèrent d'organiser, pour la seconde fois en l'espace de quatre mois le rapatriement de ressortissants étrangers de la capitale zairoise. Le pillage de janvier permit au chef de l'Etat de désigner du doigt à une classe politique traversée par un sentiment diffus d'impuissance un gouvernement rendu responsable des méfaits d'une soldatesque qui échappait en fait à toute autorité.

La destitution d'Etienne Tshisekedi par le Président Mobutu, le 5 février 1993, ne souleva qu'une tempête de déclarations verbales dans le quartier général du HCR. Le candidat à la primature, un ancien opposant radical du parti de Tshisekedi, Faustin Birindwa, fut rejeté non seulement par le HCR, mais par les trois anciens "pays amis" - la Belgique qui firent sèchement savoir au président Mobutu qu'il avait enfreint le compromis politique et qu'ils ne pouvaient reconnaître le nouveau gouvernement Birindwa.

A partir d'avril 1993, deux gouvernements et deux "parlements" - le HCR et l'ancienne assemblée nationale - se sont donc trouvés en compétition, aucun de ces deux "blocs" aux contours fugaces ne disposant de moyens permettant de restaurer une gouvernabilité minimum. A la mi-1993, seul un arbitrage international apparaissait susceptible de dénouer les fils d'un jeu politique en trompe-l'oeil et les regards se tournaient vers l'ONU, comme en 1960, lors de la tentative de sécession du Katanga (actuel Shaba). Si pratiquement tous ont reconnu la nécessité d'élections, la grande inconnue était : qui va les organiser et qui va les payer ? En attendant, personne n'a paru pouvoir contrôler les débordements ethniques contre les "non originaires" au Shaba et au Kivu, annonçant peut-être par la violence la nouvelle recomposition d'un paysage politique zairoise "unitaire".

Jean-Claude Willame

